



REGLEMENT du

CONSEIL D'ETABLISSEMENT

de

L'ETABLISSEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE de
LUTRY

Adopté le 25 juin 2018 par le Conseil communal de Lutry

Table des matières

I. FORMATION DU CONSEIL D'ETABLISSEMENT	3
Nombre de membres.....	3
A. Les représentants des autorités communales.....	3
B. Les parents d'élèves fréquentant l'établissement.....	3
C. Les représentants des milieux et des organisations concernés par la vie de l'établissement.....	4
D. Les représentants des professionnels actifs au sein de l'établissement.....	5
II. ORGANISATION DU CONSEIL D'ETABLISSEMENT	5
Installation.....	5
Entrée en fonction	5
Démission des membres.....	5
Organisation – désignation du Président, du Vice-Président et du secrétaire.....	5
Convocation du Conseil d'établissement.....	5
Quorum.....	6
Fréquence des réunions.....	6
Archives et conservation.....	6
Ordre du jour et procès-verbal.....	6
Droit des membres du Conseil d'Etablissement.....	6
III. ROLES ET COMPETENCES	7
E. Du Conseil d'Etablissement.....	7
F. Du Président du Conseil d'Etablissement et du secrétaire.....	8
G. Des commissions.....	9
IV..BUDGET	9
Budget de fonctionnement.....	9
V. DISPOSITION FINALE	9
Disposition finale.....	9

Tous les termes représentant des fonctions (président, secrétaire, etc.) désignent des personnes des deux sexes

Règlement du Conseil d'établissement de l'établissement primaire et secondaire de Lutry

I. Formation du Conseil d'établissement

Chapitre I Nombre de membres

Article premier – Composition

Le Conseil d'établissement est composé de 16 membres issus à parts égales des personnes mentionnées à l'art. 34 de la loi sur l'enseignement obligatoire du 7 juin 2011 (ci-après: LEO).

Chapitre II Désignation, nomination

A. Les représentants des autorités communales

Art. 2 – Généralités

Conformément à l'article 35 lettre a LEO, les autorités communales désignent leurs représentants.

Art. 3 – Modalités

Les représentants des autorités communales sont :

- 1 membre de la Municipalité
- 3 membres du Conseil communal

La loi sur les communes du 28 février 1956 (ci-après: LC) et, cas échéant, les règlements de la commune concernée sur le fonctionnement des autorités communales, s'appliquent aux modalités de désignation des représentants tels que mentionnés à l'alinéa précédent.

Art. 4 – Durée du mandat

La durée du mandat est de 5 ans, renouvelable.

L'entrée en fonction pour le mandat se fait le 1^{er} janvier suivant les élections communales. Il se termine le 31 décembre de l'année des élections communales suivantes. La période du 1^{er} juillet au 31 décembre de la dernière année de mandat permet au bureau du Conseil d'établissement sortant d'organiser toutes les élections nécessaires à l'installation du Conseil d'établissement suivant.

Toutefois, si un représentant perd sa qualité de membre de l'autorité qui l'a désigné, il est réputé démissionnaire et celle-ci pourvoit à son remplacement dans les meilleurs délais.

B. Les parents d'élèves fréquentant l'établissement

Art. 5 – Généralités

Conformément à l'article 35 lettre b LEO, les parents d'élèves fréquentant l'établissement désignent leurs quatre représentants.

Art. 6 – Information

En début d'année scolaire, la Municipalité, en collaboration avec la direction de l'établissement, informe les parents de l'existence du Conseil d'établissement, de son fonctionnement, de son rôle et de leur droit à déposer leur candidature lors des prochaines désignations.

Art. 7 – Modalités

La désignation des parents d'élèves a lieu selon les modalités ci-après :

Durant l'automne qui suit l'installation des autorités communales, la direction de l'établissement informe les parents d'élèves fréquentant l'établissement (ci-après : les parents) de la prochaine désignation des membres du conseil d'établissement et les invite à déposer leur candidature, dans le délai qu'elle indique.

La direction de l'établissement vérifie la qualité des parents candidats au conseil d'établissement. Elle en transmet la liste à l'autorité communale.

La Municipalité, en collaboration avec la direction de l'établissement, convoque les parents à participer à l'assemblée de désignation de leurs représentants.

Lors de cette assemblée, les parents candidats au conseil d'établissement se présentent et exposent les motifs de leur candidature. La désignation se fait à la majorité absolue des voix des parents présents au premier tour et à la majorité relative au second. En cas d'égalité, le sort décide.

Les autres candidats ayant obtenu des voix constituent la liste des viennent- ensuite, dans l'ordre des voix obtenues.

Art. 8 – Durée du mandat

La durée du mandat est de 5 ans, renouvelable.

Toutefois si un parent perd sa qualité de parent d'élève fréquentant l'établissement, il est réputé démissionnaire et est remplacé par le premier des viennent ensuite.

Art. 9 – Assemblée des parents

Les parents membres du Conseil d'établissement convoquent une assemblée des parents d'élèves fréquentant l'établissement scolaire au moins une fois par an. Dans ce cadre, la commune met des locaux à disposition.

Lors de cette réunion, les parents membres du Conseil d'établissement rendent compte de leurs activités. Ils peuvent consulter l'assemblée sur des sujets la concernant.

C. Les représentants des milieux et des organisations concernés par la vie de l'établissement

Art.10 – Généralités

Conformément à l'article 35 lettre c LEO, les quatre représentants des milieux et des organisations concernés par la vie de l'établissement sont désignés en concertation par les représentants des autorités communales et par la direction de l'établissement selon les modalités prévues à l'article 11 du présent règlement.

Art. 11 – Modalités

La désignation des représentants des organisations et des milieux concernés par la vie de l'établissement a lieu selon les modalités suivantes:

- a. En début de législature, les représentants des autorités au Conseil d'établissement, en collaboration avec la direction de l'établissement scolaire, désignent lors d'une séance commune, les représentants des milieux et des organisations concernés par la vie de l'établissement.
- b. La désignation a lieu à la majorité absolue des voix des membres présents.

Art. 12 – Durée du mandat

La durée du mandat est de 5 ans, renouvelable.

En cas de démission d'un membre en cours de mandat, ou lorsqu'il ne remplit plus les critères relatifs à sa désignation, il est remplacé selon les modalités définies à l'article 11 ci-dessus.

D. Les représentants des professionnels actifs au sein de l'établissement

Art. 13 – Désignation

Conformément à l'article 35 lettre d LEO, les quatre représentants des professionnels actifs au sein de l'établissement sont désignés selon les modalités fixées par le département.

II. ORGANISATION DU CONSEIL D'ETABLISSEMENT

Art. 14 – Installation

Le représentant de la Municipalité au sein du Conseil d'établissement convoque la première séance du Conseil d'établissement et en assume la présidence jusqu'à la désignation de son Président.

Art. 15 – Entrée en fonction

L'installation du Conseil d'établissement a lieu avant le 31 décembre qui suit l'entrée en fonction des autorités communales (législature).

Art. 16 – Démission des membres

Les démissions sont adressées par écrit avec un préavis d'un mois pour la fin d'un mois au Président du Conseil d'établissement.

Art. 17 – Organisation - désignation du Président, du Vice-Président et du secrétaire

Le Conseil d'établissement désigne son Président parmi les représentants des autorités communales pour la durée de la législature ou pour un mandat de 5 ans renouvelable.

En cas de vacance, le Conseil d'établissement pourvoit à son remplacement en procédant à une nouvelle désignation selon l'alinéa ci-dessus.

Le Conseil d'établissement désigne son Vice-Président et son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du Conseil d'établissement et décide de la durée de leur mandat.

Art. 18 – Convocation du Conseil d'établissement

Le Conseil d'établissement se réunit à intervalles réguliers dans une salle mise à disposition par les autorités communales.

Il est convoqué par écrit ou par courrier électronique par son Président, à défaut par son Vice-Président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un membre du Conseil représentant les autorités communales. Cette convocation a lieu à l'initiative du président du Conseil d'établissement, à défaut de son Vice-Président ou si un quart des membres du Conseil d'établissement en fait la demande.

La convocation doit mentionner l'ordre du jour et être expédiée au moins dix jours à l'avance, sauf cas d'urgence.

Art. 19 – Quorum

Le Conseil d'établissement ne peut valablement délibérer que si la majorité absolue de ses membres est présente.

Art. 20 – Fréquence des réunions

Le Conseil d'établissement est réuni au moins 3 fois par année.

Art. 21 – Archives et conservation

Le Conseil d'établissement a ses archives particulières. Elles sont distinctes de celles de l'établissement scolaire. Les archives sont conservées pendant 10 ans et se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le Conseil d'établissement. Le secrétaire est responsable de la conservation des archives.

Art. 22 – Ordre du jour et procès-verbal

A l'ouverture de la séance, le Président du Conseil d'établissement donne lecture de l'ordre du jour et le fait adopter.

Le Président demande si le procès-verbal de la séance précédente fait l'objet d'observations, puis le soumet à l'approbation du Conseil d'établissement.

Les procès-verbaux adoptés du Conseil d'établissement sont publics (art. 26 RLEO).

Le Président donne lecture au Conseil d'établissement des lettres qui lui sont parvenues depuis la dernière séance.

Le Président passe à l'examen des objets de l'ordre du jour.

Art. 23 – Droit des membres du Conseil d'établissement

Tout membre du Conseil d'établissement peut demander à ce qu'un objet soit porté à l'ordre du jour du Conseil d'établissement ou proposer un projet de décision au Conseil d'établissement (droit d'initiative).

Dans ce cas, il remet sa proposition d'objet ou de décision par écrit au Président du Conseil d'établissement au moins 20 jours avant la tenue de la prochaine séance.

III. ROLES ET COMPETENCES

E. Du Conseil d'établissement

Art. 24 – Rôle du Conseil d'établissement

Le Conseil d'établissement concourt à l'insertion de l'établissement dans la vie locale.

Il appuie l'ensemble des acteurs de l'établissement dans l'accomplissement de leur mission-en rapport avec la vie de l'établissement.

Il veille à la cohérence de la journée de l'élève et formule des propositions à l'intention des instances compétentes.

Il permet l'échange d'informations et de propositions entre l'établissement et les autorités locales, la population et les parents d'élèves.

Le département peut le consulter et lui déléguer des compétences.

Les autorités communales peuvent le consulter et le charger de tâches en rapport avec la vie de l'établissement.

Art. 25 – Compétences définies par la législation cantonale

Le Conseil d'établissement exerce les compétences définies dans la loi sur l'enseignement obligatoire et son règlement d'application. En particulier, il peut:

a. inviter les délégués d'un conseil des élèves pour les entendre sur des sujets spécifiques les concernant et examiner les demandes d'un conseil des élèves (art. 36 LEO) ;

b. accorder, en dehors des périodes qui précèdent ou suivent immédiatement les vacances, au maximum deux demi-journées de congé en veillant au respect des dispositions légales. Il en informe le département et les parents (art. 69 LEO, al. 2) ;

c. préavisier les heures de début et de fin de matinée et d'après-midi fixées d'entente entre le conseil de direction et les autorités communales dans les limites fixées par le règlement d'application (art. 70 LEO et 56 RLEO);

d. donner son préavis sur le règlement interne de l'établissement avant approbation du département (art. 43 LEO).

Art. 26 – Compétences complémentaires

Le Conseil d'établissement exerce en outre les compétences suivantes, (art. 27 à 30 LEO) :

1. donne son avis aux autorités exécutives communales quant aux projets de construction, de transformation ou de réparation importante de locaux scolaires ;
2. peut se prononcer sur la politique générale en matière de camps, courses et voyages ;
3. donne un avis et propose des mesures aux autorités exécutives communales en matière de cantines scolaires, d'accueils d'enfants, de devoirs surveillés, des transports scolaires.

F. Du Président du Conseil d'établissement et du secrétaire

Art. 27 – Attribution, correspondance

Toutes les pièces officielles émanant du Conseil d'établissement doivent être signées par son Président et son secrétaire.

Les lettres, pétitions et autres documents adressés au Conseil d'établissement sont remis à son Président, qui en prend connaissance et les communique au Conseil d'établissement à la première séance qui suit leur réception.

Art. 28 – Remplacements du président et du secrétaire

En cas d'empêchement, le Président est remplacé par le Vice-Président et, en cas d'absence de ce dernier, par un Président ad hoc désigné par le Conseil d'établissement, à la majorité absolue des membres présents, pour la durée de la séance.

En cas d'empêchement, le secrétaire est remplacé par un secrétaire ad hoc désigné par le Conseil d'établissement, à la majorité absolue des membres présents, pour la durée de la séance.

Art.29 – Tenue du procès-verbal

Le secrétaire tient, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des assemblées et les dépose au greffe municipal dix jours au plus tard après la séance ; ils sont remis à chaque membre du Conseil d'établissement avant la séance suivante.

Art. 30 – Indemnités dues aux membres

Les membres du Conseil d'établissement reçoivent une indemnité selon le tarif appliqué aux membres du Conseil communal.

Le secrétaire dresse, avant la fin de l'année civile, le compte des indemnités. Ce compte est transmis à la Municipalité qui procède à son paiement.

Art. 31 – Tâches du secrétaire

Le secrétaire tient à jour:

1. le registre des procès-verbaux des séances;
2. un état nominatif des membres du Conseil d'établissement.

Ces documents sont déposés au greffe municipal de la commune. Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, il remet les archives à son successeur en présence du Président.

Le secrétaire prépare les courriers du Conseil d'établissement pour signature du Président et assure leur expédition.

Le secrétaire adresse les convocations aux membres du Conseil d'établissement dans le délai prévu à l'article 18 du présent règlement.

Commissions

Art. 32 – Nominations des commissions

1. En début de législature, le Conseil d'établissement peut nommer des commissions permanentes. En principe, leurs membres sont désignés pour une durée de 5 ans.
2. Une commission ad hoc, chargée de faire un rapport au Conseil d'établissement, peut être désignée pour l'examen de tout objet de sa compétence que ce dernier souhaite traiter.
3. Sous réserve des attributions du président, les commissions sont désignées par le conseil d'établissement. Il veille à la représentativité des membres dans les commissions.
4. Les commissions sont nommées au scrutin de liste, à la majorité absolue.

IV. BUDGET

Art. 33 – Budget de fonctionnement

Conformément à l'article 32 LEO, le Conseil communal détermine le budget alloué au Conseil d'établissement. Celui-ci comprend notamment les indemnités des membres du Conseil d'établissement.

V. DISPOSITION FINALE

Art. 34 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur dès l'échéance du délai référendaire de 30 jours qui suit la publication officielle de son approbation par la Cheffe du département en charge de la formation, de la jeunesse et de la culture.

Il abroge le règlement du conseil d'établissement de l'établissement primaire et secondaire de Lutry du 8 décembre 2007.

Adopté par la Municipalité de Lutry

le 30 avril 2018

Le Syndic

Le Secrétaire

J.-A. Conne

D. Galley

Adopté par le Conseil communal de Lutry

le 25 juin 2018

Le Président

La Secrétaire

O. Rodieux

P. Brentini

Approuvé par le Département
de la formation, de la jeunesse et de la culture

Le 10 janvier 2019....

La Cheffe du Département



